

**TERMES DE REFERENCE POUR
UNE EQUIPE CONSULTANTE POUR CONDUIRE DES
ANALYSES DE GENRE ET DIVERSITE**

Projet : Enfants et Jeunes sur les routes migratoires en Afrique du Nord et de l'Ouest

Mission : Analyses de genre et diversité dans les zones d'intervention

Pays : Mali, Niger, Guinée, Tunisie, Maroc

Contacts :

Envoyer l'offre à : achatejmtunis@helvetas.org

Questions techniques :

Laia Luthi Solé

Responsable Genre, Inclusion, Mobilité

Laia.luthi@tdh.ch

Consortium de mise en œuvre : Helvetas, GIZ, Terre des hommes

Délais :

Envoi de l'offre : 26/10/2022

Date de début estimée : 10/11/2022

Date de fin : 10/02/2023

1. Introduction et Contexte

Le nombre de migrants internationaux s'accroît chaque année, il est estimé à 272 millions en 2019, soit 3,5% de la population mondiale¹ dont 33 millions sont des enfants de moins de 18 ans (augmentation de 28% entre 2010 et 2019), en lien avec l'augmentation de la population mondiale. Tel que présenté dans le Cadre de la politique migratoire pour l'Afrique (2018 – 2030), « les forces motrices, la dynamique et les modèles de migration varient selon les régions d'Afrique. Cependant, au cours des 15 dernières années, les migrations ont augmenté dans toutes les régions de l'Afrique et se caractérisent par une population immigrante essentiellement jeune, âgée de moins de 30 ans et des flux migratoires divers ». En Afrique de l'Ouest et du Nord-Ouest, sur une estimation de 40-45 millions migrants internationaux, 5 millions seraient des enfants, même si jusqu'à présent il n'existe pas de données exactes sur les enfants en mobilité et qu'il est difficile d'obtenir des données désagrégées par sexe, bien qu'une féminisation de la mobilité soit constatée depuis plusieurs années dans le continent africain. Les enfants constituent en conséquence une partie importante des mouvements de populations dans le monde, et les causes justifiant cette mobilité sont très diverses : pauvreté extrême, manque d'emploi, volonté d'accéder à une offre éducative de qualité, recherche d'opportunités de développement durable, tradition familiale ou sociale de migration, fuite des violences, instabilité politique ou liée aux conflits et problèmes environnementaux, ou tout simplement la quête d'un mieux-être. Les filles, quant à elles, ont ces mêmes motivations, auxquelles s'ajoutent souvent l'inégalité et la discrimination de genre causées par les pesanteurs socio-culturelles de leurs communautés d'origine qu'elles continuent très fréquemment à subir pendant leur périple migratoire.

Dans ce contexte, le gouvernement suisse s'engage dans le financement du projet régional « **Enfants et Jeunes sur les Routes Migratoires d'Afrique de l'Ouest et du Nord** », qui veut renforcer de manière pérenne les **systèmes nationaux et régionaux de protection, d'éducation et d'insertion socioéconomique** et faciliter l'accès des enfants et jeunes en mobilité (EJM) aux services rendus par ces systèmes (insertion économique à partir de 18 ans).

Le projet a commencé avec une phase préparatoire (2021) et une première phase de 3 ans dans 5 pays pilotes pour pouvoir développer et tester des approches de renforcement des systèmes qui seront pérennes et qui ne dépendront pas structurellement des ressources extérieures (2022-2024 ; **Guinée, Mali, Maroc, Niger et Tunisie**). Il est prévu que le projet, dans les phases suivantes, couvre tous les pays de la CEDEAO plus Algérie, Libye et Mauritanie.

Un consortium mené par Helvetas, Terre des hommes et la GIZ, en partenariat avec le Mixed Migration Centre, Médecins du Monde Belgique, Enda/MAEJT¹, SSI-AO² et SSI-International a été sélectionné par la Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC) pour la mise en œuvre du projet.

Objectif général du projet :

Les pays en Afrique de l'Ouest et du Nord disposent de et appliquent un cadre normatif et des capacités organisationnelles nationales pour assurer aux enfants et aux jeunes en mobilité la protection et l'accès à l'éducation en vue d'améliorer leurs chances et opportunités pour une vie digne.

Effet 1: Bénéficiaires	Les enfants et les jeunes en mobilité sont mieux protégés et ont accès à une éducation de qualité ; ils disposent des compétences et
------------------------	--

¹ Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs : <https://www.facebook.com/Mouvement.Africain/>

² Service Social International Afrique de l'Ouest : <https://www.ssiao.org/>

	des capacités qui leur permettent d'améliorer leurs chances et opportunités pour une vie en dignité
Effet 2: Organisations	Les systèmes et organisations nationaux, transnationaux et régionaux sont renforcés pour offrir une meilleure protection, éducation et intégration socioéconomique aux enfants et aux jeunes en mobilité
Effet 3: Politiques	Les lois et les stratégies nationales et régionales sont inclusives et sont basées sur les droits de l'enfant ; elles tiennent compte des besoins des enfants et des jeunes en mobilité à travers des protocoles de prise en charge personnalisés
Effet 4: Profile suisse	La Suisse se profile en matière des droits des enfants et des jeunes en mobilité et promeut ces droits auprès des Etats, instances de coordination et de gouvernance et des organisations partenaires

Le consortium du projet s'est engagé à veiller à « assurer l'équité de genre à travers un accès des filles et des garçons, des femmes et des hommes aux mêmes **droits** et **opportunités** mais aussi à une équité sociale visant à **corriger des inégalités** de départ en tenant compte des besoins et intérêts **spécifiques** des EJM dans les pays d'intervention ».

En effet, le projet s'engage :

- Dans une logique intersectionnelle, à prendre en compte la diversité des EJM (à travers des profils et projets de vie, et en tenant compte du genre, l'orientation sexuelle, le handicap, l'âge, les causes de départ ou tout autre élément de diversité) et donc à promouvoir une réponse inclusive, différenciée et adaptée.
- Dans une logique transformatrice et de lutte contre les pratiques néfastes pour les EJM (avec un regard spécifique VBG et la promotion des espaces sûrs)
- Dans une logique systémique de renforcement des capacités et de durabilité
- Dans une logique de droits humains et va appuyer la participation des EJM dans des prises de décision inclusives et informées

Dans cette perspective, les suivantes mesures ont été prises par le consortium en matière de genre, inclusion et mobilité qui devraient être renforcées par les analyses genre et diversité dans les zones d'intervention :

- Dans la phase préparatoire : une étude menée par le Mixed Migration Centre (MMC) sur les défis en protection et accès à l'éducation a intégré une analyse genre par pays. Les analyses genre et diversité devraient approfondir ces constats au niveau des zones d'intervention de chaque pays.
- Dans le cadre logique : des indicateurs désagrégés par sexe, âge et handicap. Les analyses genre et diversité devraient indiquer quels autres critères sont à intégrer pour cibler les sous-groupes d'EJM les plus vulnérables dans chaque zone d'intervention
- Dans les ressources humaines mises à disposition : au niveau régional une Responsable genre-inclusion-mobilité et la collaboration des experts au niveau des sièges, ainsi que des experts aux niveaux nationaux. Les analyses genre et diversité devraient identifier d'autres experts à mobiliser dans les pays d'intervention
- Dans le budget : le projet s'est donné un Fonds Genre et Inclusion Sociale. Les analyses genre et diversité devraient identifier des acteurs de mise en œuvre des projets qui pourraient être financés par ce fonds.
- Dans la stratégie de partenariats pour la promotion de l'inclusion des sous-groupes d'EJM. Les analyses genre et diversité devraient identifier des acteurs spécialisés dans l'inclusion ou des potentiels acteurs de collaboration parmi les sous-groupes d'EJM : groupes de femmes, associations de personnes en situation d'handicap, etc.

2. Objectifs de la mission

Les analyses genre et diversité cherchent à mieux orienter le projet afin de répondre aux besoins spécifiques des **sous-groupes d'EJM**, c'est-à-dire, les enfants (0-17 ans, accompagnés et non-accompagnés) et jeunes (18 à 24 ans) en mobilité (migration, déplacement, réfugiés, placés, etc.) qui ont une combinaison d'éléments de diversité qui, de façon **intersectionnelle**, peuvent composer un groupe significatif d'EJM qui est affecté de façon systémique par des normes ou pratiques sociales relatives à plusieurs de ces éléments. L'objectif de ces analyses est d'orienter de façon **pratique** le projet afin d'éviter de renforcer des dynamiques **majeures d'exclusion** des sous-groupes d'enfants et jeunes en mobilité. Dans ce sens, les analyses vont porter un regard spécifique sur certains éléments de diversité : le genre, l'âge, le handicap, l'identité et orientation sexuelles, la langue, le pays d'origine, la nationalité, la religion, l'ethnie, le type de mobilité (statut administratif, les enfants non-accompagnés, etc.).

2.1. Objectif Général

Les analyses genre et diversité vont permettre d'approfondir des éléments identifiés au niveau national **dans les différentes zones d'intervention (2 par pays et 3 zones pour le Niger)** et de comprendre pour chaque sous-groupe d'EJM quels sont leurs rôles respectifs, l'accès aux ressources et leur contrôle, leurs capacités et vulnérabilités, ainsi que les contraintes (ou risques) auxquelles les différents sous-groupes sont soumis, et quels sont les acteurs clés pour leur inclusion et protection, afin de mieux **orienter les activités** du projet.

2.2 Objectifs spécifiques

En capitalisant sur l'étude menée par le MMC et autres études similaires, il s'agira plus précisément de :

- **Comprendre quels sont les sous-groupes d'EJM les plus vulnérables dans chaque zone d'intervention** et quels sont, pour chaque sous-groupe : l'accès aux services de protection, éducation et insertion économique ; leurs rôles respectifs ; l'accès aux ressources et leur contrôle ; leurs capacités et vulnérabilités ; ainsi que les contraintes (ou risques) auxquelles les différents sous-groupes sont soumis. Il s'agit d'avoir un profilage des sous-groupes les plus vulnérables ou exclus, de leurs besoins et capacités spécifiques et une cartographie désagrégée de ces sous-groupes. Ceci devrait fournir une ligne de base pour la mesure de l'inclusion du projet.
- **Identifier les acteurs spécialistes de l'inclusion** (ou spécialement inclusifs) **ou qui sont composés par des sous-groupes** (par exemple, une association d'EJM vivant avec un handicap), ce qui va permettre d'identifier des potentiels collaborateurs pour le projet et pour le Fonds Genre et Inclusion Sociale
- **Donner des orientations** aux équipes du projet et aux acteurs dont leur fonction est de fournir des services afin qu'ils puissent **adapter leur intervention et assurer un accès inclusif** (on fait référence aux services offerts par les organisations du consortium ou partenaires, ainsi qu'aux services offerts par d'autres acteurs tels que les services administratifs de l'Etat)
- **Orienter les activités du projet de plaidoyer pour l'inclusion et la stratégie de sensibilisation et renforcement de capacités** des équipes et partenaires pour traiter des questions les plus sensibles.

Les résultats des études seront mis à la disposition des autorités locales et nationales et seront partagés avec les partenaires du consortium.

3. Portée de la recherche

Les analyses genre et diversité des EJM dans les diverses zones d'intervention du projet vont se pencher sur les suivants aspects des relations entre les groupes :

1. Qui est la communauté d'accueil et quelles sont les relations de pouvoir par rapport au genre et à la diversité dans la communauté d'accueil ? Quel est l'écart entre le cadre légal et les pratiques (en termes d'accès à l'exercice des droits et de risques de protection) ?
2. Qui sont les EJM et sous-groupes EJM présents dans la zone d'intervention et quelles sont les relations entre eux ? Quels sont les critères de différenciation dans chaque zone d'intervention (religion, statut administratif, langue, etc.) ?
3. Quels sont les risques, qui a besoin de protection et comment procéder (EJM et communauté d'accueil) ?
4. Qui a accès à quels biens et services, et ce qui empêche les autres d'avoir accès à ces services (contraintes et obstacles) ?
5. Quelles sont les capacités des EJM et de la communauté d'accueil (désagrégé par sous-groupes) à répondre à ces besoins ?
6. Quels sont les acteurs clés de l'inclusion sociale (dans les domaines de la protection, l'éducation et l'insertion socio-économique) et quelles initiatives sont à renforcer ?
7. Dans quelle mesure et de quelle façon les groupes EJM et sous-groupes participent à la prise de décisions qui ont un impact sur l'exercice de leurs droits (désagrégé par genre et sous-groupe) ?

Ainsi, l'analyse porte sur le niveau micro (des croyances et pratiques) et meso (des services et institutions).

4. Méthodologie

Les analyses genre et diversité des zones d'intervention seront de type qualitatives et participatives. Les membres du consortium, y compris le bailleur de fonds, seront consultés et participeront à la présentation des résultats et recommandations.

Les analyses seront basées sur la collecte et analyse des données secondaires (élaborées par des acteurs nationaux et internationaux spécifiques au genre, à la diversité et à la mobilité) ainsi que la collecte et analyse des données primaires qualitatives (dans la mesure du possible auprès des EJM et de leurs associations, et les informateurs clés, y compris les fournisseurs de services et les preneurs de décisions ainsi que les acteurs spécialistes du genre et de l'inclusion).

Les données primaires, au niveau communautaire notamment, seront collectées via des approches participatives et respectueuses, qui impliquent et responsabilisent les participants au projet. La collecte de données primaires ainsi que la validation des recommandations doivent être participatives et inclusives pour les divers aspects pris en compte dans cette analyse, en termes de genre, âge, handicap, langues, formation et appartenances (en fonction de la démographie de la zone d'intervention) : ethnie, nationalité, religion, etc. Ainsi, dans ce contexte particulier, les équipes doivent être variées et formées aux aspects de sauvegarde des enfants, de gestion responsable des données en situation humanitaire, etc. L'équipe consultante veillera à l'élaboration des recommandations et leur validation en prêtant une attention particulière à la redevabilité envers les acteurs participant à la collecte de données, y compris aux sous-groupes d'EJM consultés.

La méthodologie devra prendre en compte :

- Le guide pratique de la DDC pour l'analyse de genre : <https://www.shareweb.ch/site/Gender/Documents/Gendernet%20Toolbox/Methodic/Gender%20Analysis/Gender%20Analysis%20FR%20190426.pdf>
- Le guide pratique de la DDC pour ne laisser personne de côté : https://www.shareweb.ch/site/Poverty-Wellbeing/leave_no_one_behind.
- L'équipe consultante peut également se référer aux ressources de la DDC en matière de protection sociale : <https://www.shareweb.ch/site/Poverty-Wellbeing/social-protection/Pages/Social-Protection-Home.aspx>
- Les standards de protection de l'enfance, sauvegarde contre les abus et exploitations sexuelles³, gestion de projets sensibles aux conflits et le principe de Ne pas nuire

5. Rôles, responsabilités et mécanismes de coordination

La consultation sera suivie et supervisée par la responsable genre, inclusion et mobilité (GIM) du projet, qui assurera la coordination pour la validation des livrables par les membres du consortium. Elle sera responsable de la coordination pour répondre aux demandes d'appui de l'équipe consultante notamment s'agissant de faciliter l'accès aux bureaux pays, aux interlocuteurs et documents identifiés comme pertinents par l'équipe consultante.

L'équipe consultante travaillera avec la responsable GIM sur la base d'une approche participative et de prise de décision collégiale, particulièrement dans les moments clés du processus, tels que la validation du rapport de démarrage, la méthodologie et outils de collecte de données, les plans de travail pour chaque pays ainsi que la validation des recommandations et du rapport final.

Le/la consultant.e principal.e a la responsabilité de conduire l'équipe de travail dans les pays concernés, de planifier les actions et de les mettre en œuvre, ainsi que de garantir la qualité de tous les livrables listés ci-dessous, conformément à ces termes de référence.

6. Durée et conditions de la mission

Le contrat est prévu pour une durée de 60 jours de travail, dans la période novembre 2022 – février 2023.

L'équipe doit avoir des membres dans les pays concernés ou doit être en mesure de se déplacer pour la collecte de données.

7. Livrables (en français) et délais

- 1 rapport de démarrage avec un chronogramme général pour les 5 pays (1 semaine pour l'élaboration, 1 semaine pour la validation)
- 1 plan de travail pour chaque pays avant le démarrage de l'analyse (1 semaine pour l'élaboration, 1 semaine pour la validation)
- 1 atelier de validation des recommandations et PowerPoint par pays (1 semaine)
- 1 rapport par pays avec les annexes du travail réalisé sur le terrain (agenda, contacts, données collectées) de maximum 30 pages par pays (3 semaines de collecte et analyse de données, 1 semaine d'élaboration, 1 semaine de validation)
- 1 rapport final avec un aperçu régional et une capitalisation du processus (max 30p) (1 semaine d'élaboration, 1 semaine de validation)

Tous les livrables seront fournis en français et sans fautes d'orthographe.

³ Les équipes devront appliquer et respecter la Politique de Sauvegarde de l'Enfant des organisations lead du consortium, y compris la confidentialité, la protection et le consentement signé.

La proposition technique sélectionnée et le rapport de démarrage devront répondre aux questions suivantes :

- Analyse contextuelle, cadre conceptuel et analyse des données disponibles : Comment allez-vous décider des informations à collecter ?
- Plan de travail et équipes nécessaires (expertises et chronogramme). Rôles (experts, enquêteurs, équipes projet) en fonction des tâches : agenda de contacts, organisation de la logistique, collecte des données secondaires et primaires⁴, nettoyage des données, analyse des données, rédaction, présentation. Comment allez-vous procéder à la collecte de données et à l'analyse des données ?
- Connaissances de la thématique et des acteurs : Quelle part des informations requises peut être obtenue par des données secondaires ?
- Capacités techniques : Quelles sources d'information utiliserez-vous, et pourquoi ? Comment allez-vous assurer la redevabilité et promouvoir l'autonomisation et l'apprentissage des participants comme du personnel du projet et de ses partenaires au cours du processus d'analyse ? Comment allez-vous assurer que nous effectuons un travail sensible et respectueux au sein des communautés ? Quelle est votre formation à l'égalité de genre et à la diversité ? Quelles sont vos compétences en matière d'animation et d'analyse ?
- Quels seront vos besoins logistiques et techniques en matière de collecte de données primaires ?
- Quelles questionnaires, outils et listes de contrôle utiliserez-vous ?
- Quels sites allez-vous sélectionner, et pourquoi ?
- Quels individus et groupes allez-vous consulter, pourquoi et comment ?
- Comment allez-vous structurer et présenter les recommandations ?
- Comment allez-vous présenter et valider le rapport final ?

8. Profil de l'équipe consultante

L'équipe doit être composée par au moins un.e consultant.e principal.e qui doit avoir le profil ci-après :

- Être titulaire d'un Diplôme Bac + 5 ans ou plus en sciences sociales
- Avoir au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans la direction d'équipes consultantes dans le domaine du genre
- Avoir au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le secteur du développement et/ou de l'humanitaire (une expertise protection, éducation ou insertion socio-économique est un plus)
- Justifier d'une solide compréhension des enjeux liés à la mobilité en Afrique de l'Ouest et du Nord
- Avoir d'excellentes aptitudes en communication, adaptée aux différents groupes de parties prenantes, et capacité à exprimer des idées de manière claire, concise et efficace, tant oralement que par écrit ;
- Avoir une excellente capacité de recherche, d'analyse, d'organisation, de rédaction et de rapportage ;
- Avoir une capacité de travailler de façon autonome, planifier, hiérarchiser et livrer les produits dans les délais impartis ;

⁴ Choix des outils de collecte de données (Sex and Age Disaggregated Data (SADD), Key Informant Interviews (KII), Individual Stories, Community Mapping, Focus Group Discussions (FGD), Household Questionnaire, and Gender and Protection Audit)

- Ouverture d'esprit et capacité à recevoir/intégrer les éléments d'amélioration ;
- Faire preuve de sensibilité et d'adaptabilité ;

Les équipes d'appui dans les pays doivent :

- Être composées par des diplômé.e.s en sciences sociales,
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans les domaines du genre,
- Avoir des réseaux établis pour la collecte de données,
- Être basés dans les pays ou être en mesure de se déplacer pour la collecte de données
- Parler au moins une des langues nationales des pays concernés. L'anglais et le portugais sont des atouts.

9. Soumission des offres

Les équipes candidates intéressées par cette consultance devront déposer un dossier en français comprenant :

- Une offre technique incluant une note sur la compréhension de la mission, ainsi que le CV détaillé et à jour de chaque membre de l'équipe de consultants. La méthodologie de travail doit être concrète et clairement développée (max. 10 pages).
- Une offre financière détaillée en francs suisses (CHF) comprenant des frais de jours travaillés y incluant tous les frais nécessaires à la mission.
- Une confirmation de la disponibilité aux dates indiquées.
- Un exemple de rapport élaboré par l'équipe ou du moins coordonné par le/la consultant.e principal.e.

Des candidatures partielles sont possibles : si vous n'êtes pas en mesure de couvrir les 5 pays concernés, vous pouvez proposer une candidature pour un nombre limité de pays (en indiquant lesquels).

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par courrier électronique à l'adresse suivante : achatejmtunis@helvetas.org

La date de clôture de la réception des candidatures est fixée au 26 octobre 2022 à **minuit CET**.

Seulement les candidatures présélectionnées seront contactées pour une phase d'entretien.

10. Critères d'évaluation des offres :

- Méthodologie proposée (30%)
- Pertinence de l'expérience professionnelle de chaque membre de l'équipe (connaissances et expérience en lien avec la mission) (30%)
- Expérience de travail et en équipe dans des travaux similaires (20%)
- Offre financière (20%)